ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 28 septembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 4 octobre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 september 1999 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 4 oktober 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

> "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit uitsluitend tot doel heeft de richtlijn 98/61/EG van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van Richtlijn 97/33/EG wat betreft nummerportabiliteit tussen exploitanten en carriervoorkeuze om te zetten in intern recht; dat voormelde richtlijn in feite reeds voor 31 december 1998 had omgezet moeten worden en dat de Europese Commissie België inmiddels in gebreke heeft gesteld wegens de niet tijdige omzetting.".

*

* *

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

EXAMEN DU PROJET

Préambule

1. A l'alinéa 1er, il n'y a pas lieu de viser la modification apportée à l'article 122, § 1er, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme des entreprises publiques

économiques par la loi du 6 août 1993, celle-ci n'étant plus en vigueur.

On écrira, dès lors : "... notamment l'article 122, § 1er, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 19 décembre 1997;".

Outre l'article 122, § 1er, il convient également de citer l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 que le texte en projet modifie, ainsi que les modifications encore en vigueur subies par cet article (1).

2. Dans le considérant, il y a lieu de mentionner la date de la directive et les dispositions de celle-ci dont le texte en projet vise à assurer la transposition.

Dispositif

Article 1er (2)

Les mots "mettre la portabilité du numéro à la disposition des abonnés en tant que facilité" manquent de clarté. En effet, le mot "facilité", ainsi utilisé, est un anglicisme qu'il convient de remplacer par le mot "service". En outre, le texte ne permet pas de déterminer si les opérateurs sont tenus d'offrir ce service gratuitement ou contre paiement.

---

(1) Voir à cet égard l'observation n° 1 sous l'article 2 du projet.

(2) Dans le texte français, on écrira "Article 1er" au lieu de "Article premier".

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que, conformément aux directives européennes en la matière, la portabilité est un service que les opérateurs concernés sont tenus de mettre à disposition de leurs abonnés, mais pour lequel ils peuvent exiger une rémunération.

Par ailleurs, pour respecter la terminologie en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, il y a lieu d'utiliser le mot "opérateurs", défini par l'article 68, 23°, de la loi du 21 mars 1991, au lieu d'"organismes". Il convient, en outre, d'identifier plus clairement les opérateurs soumis à l'obligation prévue par le présent article.

Enfin le sigle RNIS n'étant pas défini par la loi, il convient d'écrire en entier "réseau numérique à intégration de services".

Compte tenu de ces diverses observations et de l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé pour l'article 105bis, alinéa 6, en projet :

"Le 1er janvier 2000 au plus tard, les opérateurs de réseaux téléphoniques publics fixes, de réseaux numériques à intégration de services, ou de services de téléphonie vocale qui bénéficient d'une capacité de numérotation, offrent, gratuitement ou non, à leurs abonnés le service de la portabilité du numéro. Ce service permet aux abonnés de conserver leurs numéros quel que soit l'opérateur, à l'intérieur d'une zone géographique déterminée dans le cas

de numéros géographiques ou en un lieu quelconque, dans le cas de numéros non géographiques.".

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 105bis a été inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996, confirmé et modifié par la loi du 19 décembre 1997 et l'on écrira "alinéas 6 et 7" au lieu de "alinéas six et sept".

2. L'alinéa 7 en projet sera mieux rédigé comme suit :

"Le 1er janvier 2000 au plus tard, les opérateurs de réseaux téléphoniques publics fixes (1), désignés (2) par

---

(1) L'article 12, paragraphe 7, de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP), ajouté par la directive 98/61/CE, rend le service de présélection obligatoire uniquement pour "les organismes exploitant des réseaux publics de télécommunications visés dans la première partie de l'annexe I", à savoir, si l'on se réfère à cette annexe, les organismes exploitant des réseaux téléphoniques publics fixes.

(2) et non "notifiés", l'article 105undecies de la loi du 21 mars 1991 ne prévoyant pas de notification aux organismes désignés, mais une publication de la liste de ceux-ci.

l'Institut comme organismes puissants sur le marché concerné, offrent, gratuitement ou non, à leurs abonnés, y compris les utilisateurs du réseau numérique à intégration de services, le service de présélection de l'opérateur. Ce service permet aux abonnés, d'accéder aux services de téléphonie vocale de tout prestataire interconnecté au moyen d'une présélection, avec la possibilité d'écarter à chaque appel tout choix de présélection en composant un préfixe court.".

3. En ce qui concerne l'alinéa 8 en projet, l'article 20, paragraphe 2, de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP), tel qu'il a été modifié par la directive 98/61/CE, dispose :

> "Une suspension des obligations découlant de l'article 12, paragraphes 5 et 7, peut être sollicitée lorsque l'Etat membre concerné peut prouver que le respect de ces obligations imposerait une charge excessive à certains organismes ou à certaines catégories d'organismes. L'Etat membre informe la Commission des raisons de sa demande de suspension, de la date à laquelle il pourra satisfaire aux exigences, ainsi que des mesures envisagées pour respecter cette échéance. La Commission examine la demande en tenant compte de la situation particulière de l'Etat membre et de la nécessité de garantir un environnement réglementaire cohérent au niveau communautaire, et fait savoir à l'Etat membre si elle juge que la situation particulière dans cet Etat membre justifie une suspension, et, si c'est le cas, jusqu'à quelle date cette suspension est justifiée.".

L’alinéa 8 en projet sera mieux rédigé comme suit :

"Le ministre peut, de l’accord de la Commission européenne et aux conditions fixées par celle-ci, décider la suspension des obligations en matière de portabilité du numéro et de présélection de l’opérateur jusqu’à la date fixée par ladite Commission.".

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief en in de aanhef aldus :

> "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit uitsluitend tot doel heeft de richtlijn 98/61/EG van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van Richtlijn 97/33/EG wat betreft nummerportabiliteit tussen exploitanten en carriervoorkeuze om te zetten in intern recht; dat voormelde richtlijn in feite reeds voor 31 december 1998 had omgezet moeten worden en dat de Europese Commissie België inmiddels in gebreke heeft gesteld wegens de niet tijdige omzetting.".

*
* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. In het eerste lid behoort niet te worden verwezen naar de wijziging die in artikel 122, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige

economische overheidsbedrijven is aangebracht bij de wet van 6 augustus 1993, aangezien deze wet niet meer in werking is.

Er behoort dan ook te worden geschreven : "Gelet op de wet van ..., inzonderheid op artikel 122, § 1, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 19 december 1997;".

Behalve naar artikel 122, § 1, behoort ook te worden verwezen naar artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991, welk artikel bij de ontworpen tekst wordt gewijzigd, alsmede naar de nog van kracht zijnde wijzigingen die dat artikel heeft ondergaan (1).

2. In de Franse tekst van de considerans dient melding te worden gemaakt van de datum van de richtlijn. Bovendien moeten de bepalingen van deze richtlijn, waarvan met de ontworpen tekst de omzetting wordt nagestreefd, zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst van de considerans worden aangegeven.

Dispositief

Artikel 1 (2)

De woorden "de nummeroverdraagbaarheid als faciliteit ter beschikking stellen van de abonnees" zijn niet duidelijk genoeg. In de Franse tekst is het woord "faci-

---

(1) Vergelijk in dat verband opmerking nr. 1 onder artikel 2 van het ontwerp.

(2) In de Franse tekst dient "Article 1er" te worden geschreven in plaats van "Article premier".

lité", gelijk het in het ontwerp wordt gebruikt een anglicisme, dat behoort te worden vervangen door het woord "service". Voorts kan uit de tekst niet worden afgeleid of de operatoren die faciliteit gratis dan wel tegen betaling moeten aanbieden.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat nummeroverdraagbaarheid, overeenkomstig de Europese richtlijnen terzake, een faciliteit is die de betrokken operatoren ter beschikking van hun abonnees moeten stellen maar dat zij daarvoor wel een vergoeding mogen vragen.

Om de terminologie die wordt gehanteerd in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven te respecteren, behoort voorts het woord "operatoren", gedefinieerd in artikel 68, 23°, van de wet van 21 maart 1991 te worden gebruikt, in plaats van het woord "organisaties". Bovendien behoort duidelijker te worden aangegeven op welke operatoren de in dit artikel vervatte verplichting van toepassing is.

Aangezien het letterwoord ISDN niet in de wet wordt gedefinieerd, behoort voluit te worden geschreven "digitaal netwerk met integratie van diensten".

Gelet op deze onderscheiden opmerkingen en met instemming van de gemachtigde ambtenaar wordt voor het ontworpen artikel 105bis, zesde lid, de volgende tekst voorgesteld :

"Uiterlijk op 1 januari 2000 bieden de operatoren van vaste openbare telefoonnetwerken, van digitale netwerken met integratie van diensten of van spraaktelefoniediensten die over nummeringscapaciteit beschikken, aan hun abonnees al dan niet gratis de faciliteit nummeroverdraagbaarheid aan. Door die faciliteit kunnen de abonnees hun nummer behouden, ongeacht de operator, binnen een welbepaald geografisch gebied in geval van geografische nummers, of op welke plaats ook, in geval van andere dan geografische nummers.".

Artikel 2

1. In de inleidende zin dient te worden aangegeven dat artikel 105bis ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, dat bekrachtigd en gewijzigd is bij de wet van 19 december 1997, en behoort in de Franse tekst "alinéas 6 et 7" in plaats van "alinéas six et sept" te worden geschreven.

2. Het ontworpen zevende lid zou beter als volgt gesteld worden :

"Uiterlijk op 1 januari 2000 bieden de operatoren van vaste openbare telefoonnetwerken (1), die door het Instituut aangewezen (2) zijn als organisaties met een sterke positie op de betrokken markt, al dan niet kosteloos, aan hun abonnees, met inbegrip van gebruikers van het digitaal netwerk met integratie van diensten, de faciliteit carriervoorkeuze aan. Die faciliteit houdt voor de abonnees de mogelijkheid in om door middel van een voorkeuze toegang te krijgen tot de spraaktelefoniediensten van alle geïnterconnecteerde verstrekkers, waarbij iedere voorkeuze op individuele gespreksbasis kan worden veranderd door een korte prefixcode te kiezen.".

3. Wat het achtste ontworpen lid betreft, bepaalt artikel 20, lid 2, van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de

---

(1) Artikel 12, lid 7, van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (OPN), welk lid toegevoegd is bij richtlijn 98/61/EEG, legt de verplichting om een voorkeuze aan te bieden alleen op aan "de organisaties die openbare telecommunicatienetwerken als bedoeld in deel 1 van bijlage I exploiteren", namelijk, volgens die bijlage, de organisaties die vaste openbare telefoonnetwerken exploiteren.

(2) en niet "aangemerkt", zoals in het ontwerp, of "aangemeld" zoals in de richtlijn, doordat artikel 105undecies van de wet van 21 maart 1991 daarin niet voorziet, maar wel in de bekendmaking van de lijst van de aangewezen organisaties.

universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), zoals het gewijzigd is bij richtlijn 98/61/EG, het volgende :

> "Om uitstel van de verplichtingen van artikel 12, lid 5, en artikel 12, lid 7, kan worden verzocht, wanneer de betrokken lidstaten kunnen bewijzen dat zij voor bepaalde organisaties of categorieën van organisaties een buitensporige last zouden veroorzaken. De lidstaat stelt de Commissie in kennis van de redenen voor het verzoek om uitstel, de datum waarop aan de voorschriften kan worden voldaan en de maatregelen die worden overwogen om die datum te kunnen halen. De Commissie houdt bij de beoordeling van het verzoek rekening met de specifieke situatie in de betrokken lidstaat en met de noodzaak om een samenhangend regelgevingskader op Gemeenschapsniveau te waarborgen, en zij licht de lidstaat erover in, of de specifieke situatie in die lidstaat naar haar oordeel uitstel rechtvaardigt en zo ja, tot welk tijdstip dat uitstel gerechtvaardigd is.".

Het ontworpen achtste lid zou beter als volgt gesteld worden :

"De minister kan, als de Europese Commissie ermee instemt en onder de door haar vastgestelde voorwaarden, besluiten om uitstel van de verplichtingen inzake nummeroverdraagbaarheid en carriervoorkeuze tot de door haar bepaalde datum.".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. HANSE, P. LIENARDY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	M. PROOST,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN